



Les 3 et 4 avril 2009 les représentants des pays membres de L'OTAN se réuniront de nouveau pour fêter certes leurs 60 ans de domination, mais surtout afin de mettre au point leur nouveau plan de « défense des libertés » et selon les termes de leurs généraux : « une grande stratégie pour un monde incertain »...

L'OTAN ce n'est pas seulement une organisation militaro-impérialiste chargée de faire régner la terreur parmi celles et ceux qui oseraient s'opposer à la domination américano-atlantiste. Ce n'est pas seulement une organisation qui depuis 1999 intervient à l'extérieur des frontières des pays membres pour des raisons soit disant défensives (« Out-of-Area ») ainsi que dans des conflits où aucun pays membre n'est touché (« Out-of-Defence »), apportant la paix et la démocratie à travers le canon d'un fusil et le viseur d'un bombardier.

L'OTAN ce n'est pas seulement des frappes chirurgicales et des dommages collatéraux. Ce n'est pas seulement des massacres de civils comme à Nawabad en Afghanistan ou l'utilisation d'armes interdites par les Conventions de Genève en ex-Yougoslavie (bombes à uranium appauvri et à fragmentation).

L'OTAN ce n'est pas seulement une organisation qui sous couvert d'opérations humanitaires ou de guerre contre le terrorisme, tente d'imposer ses valeurs au prix de destructions et de souffrances qui favorisent l'émergence de résistances et d'ennemis qu'elle prétend combattre par la suite.

L'OTAN aujourd'hui c'est avant tout une organisation politique qui au nom de la « sécurité collective globale » se sert de la guerre et de sa puissance militaire pour défendre et imposer les intérêts (privés) de quelques riches et puissants (occidentaux) au sein de leur mondialisation capitaliste !

VERS UNE GLOBALISATION DE LA SECURITE

Afin d'assurer la sécurité de cette mondialisation et de légitimer l'extension de son rôle d'organisation collective de défense, l'OTAN cherche à amalgamer les concepts de sécurité intérieure et extérieure en mettant en avant d'hypothétiques ennemis et de potentielles sources d'insécurité :

- * Instabilité dans des pays autour de la zone euro-atlantique justifiant le déploiement de soldats sur nos territoires.
- * Afflux de réfugiés (politiques, climatiques,...) entraînant un renforcement des frontières.
- * Trafic d'armes ou de technologies nucléaires, biologiques et chimiques.
- * Hacktivistes ou cyber-terroristes.

Quant à la question de savoir dans quelle mesure la politique de l'OTAN ou de ses membres crée elle-même de nouveaux ennemis ou menaces...

Terrorisme politique ou religieux, sabotage, crime organisé, les figures emblématiques de l'ennemi, intérieur ou extérieur, peuvent tout aussi bien être étendu à quiconque ne respecterait pas leurs règles du jeu, y compris les migrants, contestataires et autres victimes de leur appropriation des richesses. Le concept d'« i-war » est révélateur de cette dynamique : « toute personne ayant accès à l'Internet est une menace potentielle à surveiller » (déclaration finale du Sommet de Riga, 2006).

Petit à petit, l'OTAN s'est attribué un rôle interventionniste sur un territoire de plus en plus grand. La déclaration finale du sommet des chefs de gouvernement du 22 février 2005 concluait ainsi : « Nous comptons bien renforcer le rôle de l'OTAN en tant que forum de consultation et de coordination entre les Alliés sur les questions stratégiques et politiques, et nous réaffirmons son rôle en tant que forum essentiel de consultation entre l'Europe et l'Amérique du Nord sur les questions de sécurité. » Cette vision rend ainsi obsolète toute distinction entre sécurité intérieure et extérieure.

UN OUTIL INTERNATIONAL DE CONTROLE DES POPULATIONS

La stabilité de leur modèle d'organisation ne peut être obtenue qu'au travers d'un contrôle social accru : fichage, rétention de données, contrôle des frontières, surveillance vidéo, drones, biométrie, puces RFID, emprisonnement préventif...

Sous couvert d'assurer la sécurité des populations, ces moyens technologiques visent surtout à prévenir tout type de contestation.

A l'heure actuelle, la lutte anti-terroriste et la collaboration judiciaire sont principalement des tâches de l'Union Européenne. Avec la création prochaine d'un Conseil des ministres de l'intérieur de l'OTAN, les Etats-Unis deviendront un acteur important dans la politique européenne de justice. Si jusqu'à présent, les pays européens l'abordaient plutôt comme un problème judiciaire et policier, les Etats-Unis, eux, considèrent le terrorisme comme un problème militaire. Développer une ligne commune à ce sujet implique l'intégration d'une vision plus militaire, qui pose encore de nouveaux problèmes en matière de défense des libertés.

Aussi, les avions-radar AWACS de l'OTAN sont désormais utilisés pour la protection des rencontres au sommet et de manifestations sportives et durant le G8 2007 des avions de combats et des troupes au sol ont été utilisés pour contrôler les manifestants.

Le concept de sécurité globale défendu par les pays membres permet d'obtenir la docilité sociale et de pousser à une restructuration autoritaire de nos sociétés. Ainsi nous nous retrouvons entraînés sur le chemin du totalitarisme, la suppression de la distinction entre police et armée n'en étant qu'une des étapes !

Le sommet des 3 et 4 avril 2009 à Strasbourg sera non seulement l'occasion pour l'OTAN de confirmer sa position actuelle, mais également de définir les futurs rôles que l'organisation pourrait jouer dans les années à venir.

Une de leurs priorités actuelles semble être la gestion des risques liés aux changements climatiques et notamment à la raréfaction des ressources énergétiques.

A QUI PROFITE LA CRISE ENVIRONNEMENTALE ?

Sous couvert de participer au défi que représente les changements climatiques pour nos sociétés, l'OTAN entend mettre à disposition ses moyens militaires et technologiques au service d'une sécurisation des ressources naturelles que ses membres s'approprient peu à peu.

Une montée des eaux remettra en question non seulement l'organisation des frontières actuelles et la répartition des populations mais également les voies de circulation des biens et des ressources énergétiques qu'il faudra alors sécuriser à leur avantage.

En effet, l'essentiel reste d'assurer la sécurité de l'approvisionnement en ressources énergétiques nécessaires à la pérennité d'un système fondé sur la sur-consommation.

Aussi les pays membres de l'OTAN ne peuvent permettre aux pays producteurs d'énergie d'utiliser ses ressources comme un moyen de pression politique pour remettre en cause leur suprématie.

Au risque de lourds conflits, ils font d'ors et déjà pression sur les principaux pays producteurs comme la Russie et l'Iran qui assurent entre autres 60% de la production mondiale de gaz.

L'appauvrissement des ressources essentielles (eau potable, terres cultivables, faune, flore et matières premières) et énergétiques occasionnera de nombreux conflits, nul doute que l'OTAN ne manquera pas d'intervenir si ses intérêts sont menacés.

Les pays membres ne semblent accorder que peu d'intérêts à la question des futures victimes de ces bouleversements climatiques si ce n'est en se préparant à renforcer le contrôle des frontières, l'OTAN participant déjà activement au développement militaire de FRONTEX (force armée semi privée en charge de la gestion des frontières extérieures de l'Union Européenne depuis 2005. Elle intervient même en dehors de nos territoires et dispose de camps de retentions dans tout les pays côtiers méditerranéens, sauf l'Algérie), et en les considérant avant tout comme une menace dont il faut se protéger.

En cela l'OTAN ne fait que se préparer militairement à la gestion des conséquences et cherche avant tout les moyens de minimiser au maximum les répercussions et risques que cela représente pour eux. Le problème du changement climatique ne se pose pas en termes écologiques ou sociaux mais uniquement en terme de sécurité, leur propre sécurité.

Les pays membres de l'OTAN participent donc au maintien d'un système qui est la cause même du problème !



EN AVANT POUR DE NOUVELLES GUERRES

Lors du sommet des 3 et 4 avril 2009 à Strasbourg, les pays membres discuteront également de la refonte du fonctionnement interne de l'OTAN. A l'heure actuelle, les décisions sont prises à l'unanimité, ce qui implique qu'un seul pays peut bloquer une décision de l'OTAN. Plusieurs propositions ont été formulées pour permettre une « abstention constructive » ou pour introduire un processus de prise de décision à la majorité. Combinée à un financement commun élargi, une telle modification pourrait signifier qu'un pays devrait participer militairement et financièrement à une opération de guerre de longue durée à laquelle il est opposé...

L'adhésion à l'OTAN entraîne les états membres dans une politique beaucoup plus agressive que celle qu'ils souhaitent. Le lien transatlantique s'avère surtout être un étranglement qui rend souvent impossible une autre politique de sécurité.

De fait cela marginalise les Nations Unies ou même la Communauté Européenne et l'Otan exclut ainsi peu à peu les principales sources potentielles d'opposition politique.

Dans un tel cas, les discussions au Conseil de sécurité sont réduites à un exercice pro forma pour légitimer une décision ou une opération de l'OTAN. Et si la Russie ou la Chine, s'y opposent, la tentation est grande d'intervenir unilatéralement dans le cadre de l'OTAN.

L'OTAN représente à ce jour 75% de la puissance militaire mondiale. Les pays exclus de l'OTAN seront confrontés à une alliance militaire qui peut les désigner comme un « problème de sécurité » et voudront donc être à même de se défendre. Le résultat probable en sera sûrement une nouvelle course aux armements, nucléaires y compris, et une militarisation à grande échelle des relations internationales.

PAYS MEMBRES DE L'OTAN



CHRONOLOGIE DE L'OTAN

4 avril 1949

Signature du Traité de l'Atlantique Nord par 12 Etats. Article 5 : "les pays membres conviennent de considérer une attaque armée contre l'un d'eux, (...) comme une attaque dirigée contre tous."

28 février 1994

Première intervention militaire de l'OTAN en ex-Yougoslavie.

13 octobre 1998

Suite à l'incapacité du Conseil de sécurité à décider de mesures coercitives (veto de la Fédération de Russie et de la Chine), l'OTAN lance un ultimatum à la Yougoslavie pour qu'elle se plie aux exigences du Conseil de sécurité.

23 mars-11 juin 1999

L'OTAN déclenche des bombardements aériens sur la Serbie, sans mandat de l'ONU.

23-25 avril 1999

Sommet du 50ème anniversaire de l'OTAN à Washington : l'Alliance révisé et réactualise son concept stratégique. Un partenariat stratégique entre l'OTAN et l'Union européenne est esquissé.

12 septembre 2001

L'OTAN décide de mettre en œuvre, pour la première fois, l'article 5 de la charte de l'OTAN sur la solidarité mutuelle entre Etats membres, après les attentats à New York et Washington le 11 septembre 2001.

21 et 22 novembre 2002

Sommet de l'OTAN à Prague: « *l'Otan a convenu d'agir là 'où ce serait nécessaire', abandonnant ainsi la restriction imposée aux actes de défense de la zone du Traité* »

12-13 juin 2003

Création d'une Force de réaction (Nato Response Force, NRF) qui pourra être déployée rapidement n'importe où dans le monde.

11 août 2003

1ère mission de l'Alliance en dehors de la zone euro-atlantique. L'OTAN prend officiellement le commandement de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS), mandatée par les Nations Unies, dont la mission consiste à assurer la sécurité à Kaboul (Afghanistan) et dans ses environs.

29 mars 2003

La Bulgarie, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Roumanie, la Slovaquie, et la Slovaquie, deviennent membres de l'OTAN.

9 juin 2005

L'OTAN annonce qu'elle aidera l'Union africaine à renforcer sa mission de maintien de la paix au Darfour.

4 octobre 2006

L'OTAN étend le commandement de la FIAS à l'est de l'Afghanistan, prenant ainsi le contrôle de la Force dans tout le pays.

2-4 avril 2008

Sommet à Bucarest: Un véhicule du convoi de l'Otan a renversé une activiste qui observait le cortège, le cortège ne s'est pas arrêté et le Samu n'a pas pu accéder à la victime. Quand ils ont enfin pu arriver sur place après plus de 20 min, la jeune femme est décédée. Le chef des pompiers a déclaré qu'elle avait eut une hémorragie interne et qu'elle aurait pu être facilement soignée si gérée à temps. Aucune enquête n'a été menée.

Sommet: priorité à l'Afghanistan, maintien de la KFOR au Kosovo. Invitation à l'Albanie et à la Croatie pour adhérer à l'OTAN.



LA FRANCE ET L'OTAN

La France est l'un des membres fondateurs de l'OTAN. En 1966, De Gaulle annonce que la France se retire du commandement militaire, par souci d'indépendance de l'armée française par rapport aux États-Unis. Elle continue toutefois à participer pleinement aux activités des instances politiques.

Elle dispose depuis 1996, d'un représentant au comité militaire participant ainsi à la planification opérationnelle, mais pas à celle de défense, et continue à prendre part aux autres activités de l'OTAN qui relèvent de la structure civile de cette organisation.

Sur le plan financier, la France se situe au 4ème rang des contributeurs, c'est-à-dire au nombre des 5 pays qui assument à eux seuls les 3/4 du budget de l'Alliance.

La France participe aux deux opérations majeures de maintien de la paix et de stabilisation actuellement menées par l'OTAN, sous mandat des Nations unies, KFOR au Kosovo et la FIAS (Force Internationale d'assistance à la sécurité) en Afghanistan ce qui la place au troisième rang des pays contributeurs de troupes, à un niveau comparable à celui de l'Allemagne et de l'Italie.

Alors qu'en avril 2007, à propos de l'Afghanistan, le candidat Nicolas Sarkozy affirme que : « *la présence à long terme des troupes françaises à cet endroit du monde ne [lui] semble pas décisive* », s'engageant même à « *poursuivre* » la politique de rapatriement engagée par Jacques Chirac, le président Sarkozy lors du sommet de l'OTAN de Bucarest en avril 2008 annonce l'envoi de 700 hommes supplémentaires portant le contingent français à plus de 2 000 hommes au total. Il annonce également le retour de la France dans le commandement militaire de l'OTAN.

« *Ce repositionnement n'est en rien un abandon ou une quelconque atteinte à notre indépendance ou à notre liberté de parole et d'action. Je l'ai dit avec force devant le Congrès des États-Unis : la France est « un ami debout, un allié indépendant, un partenaire libre ».* En se plaçant clairement dans sa famille occidentale, la France, et c'était mon objectif, accroît sa crédibilité, sa marge d'action, sa capacité d'influence à l'intérieur comme à l'extérieur de sa famille. » Sarkozy, discours au corps diplomatique 18 Janvier 2008

LES « BONS MOTS » DE L'OTAN

« (...) Il n'y a tout simplement aucune alternative crédible autre que la puissance militaire occidentale qui soit susceptible de soutenir ses intentions humanitaires et de modernisation politique. »

Patrick Stephenson, La revue de l'OTAN, Automne 2006

« La promotion ou la protection des institutions démocratiques internes, même dans les pays non alliés, doit devenir une entreprise internationale, donc dirigée par l'OTAN. »

Patrick Stephenson, La revue de l'OTAN, Automne 2006

« Si l'OTAN constitue une sorte d' « empire », il apparaît que celui-ci exerce une force d'attraction d'un genre particulier et qu'il semble le bienvenu à de nombreux égards. (...) S'il s'agit bien là d'un empire, il ne résulte pas d'une invitation, mais d'une demande. »

Patrick Stephenson, La revue de l'OTAN, Automne 2006

« La demande mondiale n'a jamais été aussi grande pour les services de l'OTAN, unique fournisseur de normes libérales et démocratiques occidentales par des moyens politiques et militaires »

Patrick Stephenson, La revue de l'OTAN, Automne 2006.

« L'emploi d'armes nucléaires en premier doit rester, dans l'arsenal de l'escalade, l'instrument ultime permettant de prévenir l'usage des armes de destruction massive afin d'éviter de vrais dangers existentiels. De prime abord, cela peut paraître disproportionné ; mais vu le danger que cela pourrait prévenir, cela pourrait bien être proportionné. »

John Shalikashvili, Klaus Naumann, Henk van den Breemen, Jacques Lanxade, Lord Inge anciens généraux de l'OTAN, Vers une grande stratégie pour un monde incertain

« Je reconnais qu'il y a d'énormes difficultés en Afghanistan. Mais mon pays, comme le votre, a intérêt à ce que la première mission de l'OTAN en dehors des frontières de l'Europe se solde par un succès. Pour le peuple afghan et pour notre sécurité commune, il faut faire le travail. L'Amérique ne peut pas le faire seule. »

Barack Obama discours à Berlin 24 juillet 2008

PARCE QU'UNE « ARMEE » SERA TOUJOURS SYNONYME DE « MORT », ET NON DE « LIBERTE »

TORPILLONS L'OTAN !!

Du 1er au 5 avril 2009 nous serons présentEs à Strasbourg et nous opposerons à leur « mondialisation par la force » de par la créativité de nos actions résistantes : actions directes, blocages, désobéissances civiles, manifestations, rencontres, débats, village autogéré, centres de convergence, arts autonomes, concerts,...

PLANNING DU CONTRE SOMMET

Mercredi 1er avril: Ouverture du (des) camp(s)

Vendredi 3 avril: Dîner avec l'OTAN, probablement à Baden-Baden

Samedi 4 avril: Grande manifestation, probablement à Strasbourg

ACTIONS ET/OU JOURNEES D'ACTIONS

Climat (préparé par le mouvement anticapitaliste sur le climat).

L'architecture de la sécurité européenne (accent mis sur le lien entre sécurité intérieure et sécurité extérieure)

Migration



LIENS UTILES

Dissent!: <http://dissent.fr/>

Gipfelsoli: <http://gipfelsoli.org>

Coordination anti-OTAN Strasbourg:

<http://sommet-otan-2009.blogspot.com/>

Comité de surveillance OTAN: <http://www.csotan.org/>